



Olivier Buirette, 9 septembre 2008



La guerre russo-géorgienne d'août 2008 : un retour de la puissance russe ? Causes et conséquences

Vendredi 8 août 2008, plus de la moitié de la population de la terre venait d'assister à la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Pékin sur fonds de contestation tibétaine et de problème de droit de l'homme quand soudain ce qui devait rapidement devenir une crise

internationale majeure lourde de conséquences éclata.

La veille, le 7 août, l'armée Géorgienne intervenait militairement contre l'une des deux républiques séparatistes de la Géorgie : l'Ossétie du Sud, comptant sur la non réaction des russes. Ce fut une erreur en effet dès le lendemain soit le 8 août, la Russie lance une opération militaire surprise contre la Géorgie pourtant indépendante depuis le 9 avril 1991.

L'objectif : permettre le détachement définitif des deux morceaux de la Géorgie : l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, qui depuis 1991 n'ont eu de cesse que de demander leur indépendance voire leur retour au sein de la fédération de Russie.

Guerre pure et simple d'agression d'un état surpuissant, la Russie, contre un petit pays démocratique pro-occidentale dont l'acceptation de la candidature à intégrer l'OTAN avait été justement liée au règlement du problème de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ?

ou bien opération de « maintien de la paix » comme le disent les Russes, dans le but de protéger d'un *génocide ethnique* menée par les géorgiens contre les populations russes de ces deux régions séparatistes ?

La réponse est en fait loin d'être simple et c'est bien là le problème.

La guerre elle-même menée par une armée russe qui semble avoir retrouvé son efficacité, mise à mal

notamment avec l'interminable et meurtrière guerre de Tchétchénie, fut d'une relative courte durée, allant en gros du 6 au 16 août 2008 soit une dizaine de jours puisque les russes ont signé le 16 le cessez le feu difficilement négocié entre les deux belligérants avec l'aide de la présidence française de l'Union Européenne et l'appui des Etats-Unis, alliés le plus fidèle de la Géorgie dans la région.

La campagne militaire peut se résumer ainsi : entrée des armées russe en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Expulsion des éléments militaires géorgiens, blocus par la flotte russe de la Mer Noire des ports géorgiens. Bombardements stratégiques des principaux sites militaires sur le territoire géorgien lui-même ainsi que les verrouillages du port stratégique de Poti sur la Mer Noire et de la ville de Gori qui contrôle la voie stratégique vers la capitale géorgienne : Tbilissi.

Campagne éclair donc, succès militaire manifestement total pour Moscou, avec tout de même un rapport de force en net faveur de la fédération de Russie qui devait mobiliser la 58^e division de son armée soit quelques 80 000 hommes et 3000 chars (sources géorgienne), cela faisait bien peu face aux 22 000 hommes de l'armée du Président Saakachvili.

Au bout de 10 jours la diplomatie a pu reprendre avec difficulté ses droits à la faveur de l'initiative de la présidence française de l'Union Européenne qui s'est ainsi élevé en une sorte d'arbitre entre les Etats-Unis près à une résolution de l'ONU et des mesures sévères de rétorsion contre la Russie digne

d'un retour à une sorte de guerre froide, et une Russie fière de sa puissance militaire renouée.

Depuis le 16 août on semble donc se diriger vers une sortie de crise, pourtant de part et d'autres les accusations de massacres ethniques fusent.

Les Russes tout d'abord par le biais du Président Medvedev lui-même, relayé par son vice-président Sergueï Ivanov qui interviewé sur Euronews le 14 août affirmait « La Géorgie est coupable de génocide » ce qui devait amener l'état Russe à saisir d'une plainte allant dans ce sens le Tribunal Pénal International de la Haye.

De l'autre côté la Géorgie se plaint également de mêmes exactions contre ses ressortissants, notamment dans la ville de Gori.

Au bilan nous sommes en présence d'un gros échec pour le président de la Géorgie, Mikheïl Saakachvili qui avait pourtant placé sa présidence (élu en janvier 2004) sous deux objectifs principaux qu'étaient la reconquête des provinces séparatistes d'une part (en cela il obtint au moins un succès avec la reconquête au sud, de l'Adjarie en mai 2004) et d'autre part l'adhésion de son pays à l'OTAN.

En cette fin d'été il semble avoir perdu ses 2 paris.

Au-delà de tout cela, il faut à mon sens voir autre chose qu'un événement isolé. En effet la Russie par cette guerre rapide vient de montrer au monde que manifestement le temps des reculades et des échecs était terminé.

Il faut sans doute voir là les premières retombées de l'effort de redressement du pays qu'avait entrepris Vladimir Poutine lors de ces 2 mandats.

En effet le durcissement de ton de la part des Etats-Unis vis-à-vis de la Russie suite à cette affaire géorgienne a provoqué l'empressement de la Pologne à accepter dès la mi août 2008 le bouclier anti-missile américain, suivi de peu en cela fin août par la République Tchèque. De son côté l'Ukraine et son gouvernement pro-occidental, tout en souhaitant entrer au plus vite dans l'OTAN a proposé d'intégrer dans le système de défense occidentale ses radars anti-missile. Les réactions inquiétantes de la part de Moscou ne devaient alors pas attendre, puisque le Général Anatoli Nogovitsyne chef d'état major adjoint russe n'hésita pas à menacer la Pologne de frappe si elle persistait dans cette politique de défense pro-occidentale.

On le voit les répercussions de la crise géorgienne provoquent des relents de guerre froide de part et d'autres. Mais est si surprenant ? rappelons-nous que lors de l'indépendance du Kosovo au février 2008, la Russie s'était montré menaçante après avoir perdu la face dans ce qui lui restait d'influence dans les Balkans. Elle avait en effet averti alors les occidentaux qu'elle serait tentée désormais de faire la même chose dans ses zones d'influence.

N'avons-nous pas là quelques mois plus tard la réponse à cela ? on serait bien tenté de le penser, alors que l'*Ours Russe* qui semblait devenu si

inoffensif semble vouloir reprendre désormais tout son poids dans le « grand jeu » international.

Cette brève guerre russo-géorgienne de l'été 2008 est en tout cas un signe à prendre très au sérieux, le signe que désormais il allait à nouveau falloir compter sur les cadres généraux que Moscou a défini pour sa politique étrangère. Compter sur un retour de la Russie et de tout son poids dans le concert des nations.

La situation des pays récemment « libérés » de la tutelle de Moscou est encore très instable on vient de le voir. En effet, il faut mentionner des cas de foyers potentiels de futures crises comme des pays comme le Belarus (dernière dictature de la région avec de fortes volontés de réintégration de la Fédération de Russie, mais ayant pour voisin la Pologne et l'Ukraine...) ou encore la petite République séparatiste de Transnistrie, ou bien, et peut être plus inquiétant des enclaves balkaniques comme la Republica Serbska et bien d'autres, sans parler de l'enclave de Kaliningrad ou de la situation des trois républiques baltes qui avec une forte minorité russe reste fragile.

Il faut donc souhaiter que cette affaire géorgienne se règle du mieux possible au niveau du droit international et que les décideurs de quelques pays qu'ils soient, tiennent compte pour le futur de ce qui semble bien être un retour en force de la Russie en tant que puissance dans l'acceptation la plus complète que ce mot puisse avoir.

Une acceptation qui devra se faire sans faiblesse de la part des occidentaux.

Toutefois la semaine du 18 août a vu dans une confusion certaine le début du retrait promis par les Russes en vertu de l'accord qui avait été signé sous l'égide de la présidence française de l'Union Européenne. Mais si les Russes se sont retirés en effet des territoires géorgiens non contestés à l'exception de quelques points jugés stratégiques comme le port de Poti ; ils gardent une protection sous forme de zone tampon contrôlée par l'armée sur l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. On notera que l'indépendance que ces deux derniers territoires ont demandé aux russes a été accepté le 25 août dernier et voté par le Parlement russe puis entériné dès le 26 par le Président Medvedev qui devait signer les deux décrets instituant que Moscou reconnaissait ces deux indépendances. La tension ne devait alors qu'aller en montant, allant parfois même jusqu'à évoquer un véritable retour cette fois-ci à la guerre froide, voir même à des risques de guerre tout cours comme devait l'évoquer fin août Bernard Kouchner.

C'est dans un cadre international très sombre, face à cette crise qui semble avoir des effets dominos incontrôlable que le Conseil Européen du 1^{er} septembre 2008 devait s'ouvrir, sur fonds de Présidence Française et du plan qui à la mi août avait sans doute permis par le cessez le feu d'éviter un embrasement général.

En marge de ce conseil du 1^{er} septembre, Nicolas Sarkozy devait condamner avec la plus grande fermeté la reconnaissance des indépendances Abkhazes et Ossètes le 27 août lors de la 16^e conférence des ambassadeurs à l'Élysée. Cependant dès le vendredi 29 août on ne devait pas attendre

grand-chose de ce conseil, dans la mesure où la présidence annonçait qu'elle ne prendrait pas de sanctions contre la Russie. Echos aux menaces de Moscou de couper les livraisons de gaz à l'Europe ? volonté d'apaisement ?, le conseil du 1^{er} septembre pris finalement la décision de ne pas sanctionner la Russie mais de geler les négociations en cours sur le partenariat renforcé avec Moscou du moment que les troupes russes présentes en Géorgie ne seront pas revenues sur leurs positions antérieures. La condamnation reste donc symbolique mais elle est unanime, et c'est important.

L'Europe dans cette crise reste donc peu influente sur les événements de ce genre, mais il faut cependant considérer que la Présidence Française de l'UE au travers du dynamisme que Nicolas Sarkozy a développé dès la mi août avec son Ministre des Affaires Etrangères Bernard Kouchner a sans aucun doute permis à la voie diplomatique de définir les cadres généraux qui serviront au règlement de cette crise dans le futur. Il faudra néanmoins désormais tenir compte à la fois des indépendances « irréversibles » selon Medvedev de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie et de leur protection *de facto* par l'armée russe.

Au titre du règlement dans le futur de cette crise il faut souligner enfin que la Turquie, autre grand pays voisin de la Géorgie après la Russie devait également proposer sa médiation, ce qui pèsera sans doute dans l'avenir.

On a donc bien assisté, par ce coup de théâtre de l'été 2008 à un retour de la « puissance russe », un

retour que la plupart des commentateurs internationaux reconnaissent à présent et avec lequel il va bien falloir compter pour le futur, dans un Caucase qui semble entrer en crise et dont les conséquences commencent déjà à se faire sentir dans les ex-pays du bloc de l'Est.

Le lundi 8 septembre, le Président Sarkozy devait se rendre à Moscou en tant que Président en exercice de l'Union Européenne afin de débloquent la situation et sans doute d'obtenir le retour à cette fameuse intégrité territoriale de la Géorgie qui figure pourtant dans l'accord de cessez le feu du 12 août dernier.

Toutefois Moscou occupe solidement le terrain et protège désormais avec son armée les deux Républiques qui ont proclamé leur indépendance, ce qui est l'argument phare de la Russie désormais pour conserver les acquis de la guerre du mois d'août. Une demi-victoire devait cependant alors se dessiner dans la mesure où un retrait russe fût promis à l'Union Européenne sous un délai d'un mois mais excluant les deux nouvelles républiques indépendantes.

On ne peut que constater une avancée certaine peut être porteuse d'espoir, mais on notera que les acquis de l'intervention militaire devaient demeurer, la situation sur place restant largement en faveur d'une Russie qui n'a pas hésité et continue à réaffirmer le retour de sa puissance sur le plan international.